

LE PAYS ET LE MONDE

Des places subventionnées en garderies ont été « réaffectées » par le ministre Tomassi

Encore des places à des donateurs du PLQ

TOMMY CHOUNARD
La Presse

QUÉBEC — Contrairement à ce qu'il a dit à la presse parlementaire, Tony Tomassi a bel et bien attribué des places subventionnées à des services de garde depuis qu'il est ministre de la Famille. Dont au moins une soixantaine à des garderies privées dirigées par certains de ses amis et des donateurs du Parti libéral. Et 60 autres à un projet de Montréal-Nord que les fonctionnaires avaient refusé.

Depuis décembre, le Parti québécois fait des allégations de favoritisme à l'égard de contributeurs du PLQ pour des places à 7 \$ octroyées en 2008. C'était dans le cadre d'un appel de projets lancé par le prédécesseur de M. Tomassi à la Famille, Michelle Courchesne.

Tony Tomassi s'est toujours étonné d'être la cible des attaques du PQ, car il n'était pas à la tête du ministère au moment de l'octroi des 18000 nouvelles places. Le 17 mars, à la sortie d'une réunion du conseil des ministres, il affirmait: «Je trouve ça un peu bizarre que le député de Gouin (Nicolas Girard) fasse un lien depuis quelques mois entre ma personne et les places en service de garde. Depuis décembre 2008, je n'ai accordé aucune place en service de garde. On est sur le plan des 18000 places accordées en juin et juillet 2008. Moi, je n'ai

accordé aucune place en service de garde.»

Or, les faits contredisent cette affirmation. Selon une compilation réalisée par le ministère de la Famille à la demande de *La Presse*, M. Tomassi a donné 435 places à 34 services de garde. Le Ministère précise qu'il s'agit de «réaffectation»: le ministre a récupéré des places qui ne pouvaient être développées comme prévu par des garderies publiques ou privées pour les redistribuer à d'autres.

Partage

Vingt-trois CPE se sont partagés 224 places, surtout dans des régions où le privé est peu présent, comme le Bas-Saint-Laurent et l'Abitibi-Témiscamingue. Onze garderies privées ont obtenu un total de 211 places. Au moins 67 de ces places ont été attribuées à six garderies dont les administrateurs ou les actionnaires contribuent à la caisse du PLQ.

Par exemple, Tony Tomassi a donné 20 places supplémentaires au Centre éducatif à ciel ouvert de Vaudreuil-Dorion, dont les trois frères Cola, auparavant actifs dans l'abattage de bovins, sont des actionnaires. Cette garderie est née après que le promoteur Nourith Salonichios ait obtenu 60 places à la suite de l'appel de projets de 2008; les frères Cola en sont depuis les propriétaires.

Grâce à M. Tomassi, la garderie



Le ministre Tony Tomassi n'était pas disponible pour accorder une entrevue et expliquer les raisons de toutes ces décisions.

dispose maintenant de 80 places, le maximum permis par la loi. Elle est administrée par Sam Grant et George Hassan, qui ont donné pour la première fois au PLQ en 2008 le maximum légal, 3000 \$ chacun.

Le PQ a déjà dénoncé l'octroi de places aux frères Cola et l'existence de leur «chaîne» de 13 garderies. Des membres de leur famille et eux-mêmes ont contribué pour 141500 \$ à la caisse du PLQ depuis

derie à Blainville. L'ex-maire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies — il a démissionné en mars pour des raisons de santé — en avait obtenu 60 à la suite de l'appel d'offres de 2008.

Tony Tomassi a également octroyé deux places de plus à Francesco Scaringi pour son projet de garderie à Mirabel. M. Scaringi en avait obtenu 65 en 2008. Il était membre de l'exécutif de l'association libérale de LaFontaine

régne de Tony Tomassi.

L'Association musulmane de Montréal-Nord avait déposé un projet de garderie en 2008, mais le ministre l'a refusé. Tony Tomassi lui a tout de même donné 60 places subventionnées récemment. Le projet de garderie Annour répond à des priorités de Québec, comme l'intégration d'enfants issus d'un milieu défavorisé, a indiqué le porte-parole du ministre, Étienne Gauthier.

Selon lui, «on ne peut présumer» que la garderie aura des activités religieuses au menu de son programme éducatif. Mais si c'est le cas, Qué-

bec refusera de conclure avec elle une entente de subvention. C'est ce que prévoit une toute nouvelle directive que Tony Tomassi a annoncée le mois dernier. Il avait d'abord justifié l'existence de garderies à vocation religieuse avant de faire volte-face.

Le ministre Tomassi n'était pas disponible pour accorder une entrevue et expliquer les raisons de toutes ces décisions.

Son attachée de presse, Isabelle Mercille, a renvoyé *La Presse* au Ministère. Pour une réaffectation, le Ministère fait des analyses et soumet une recommandation au ministre, a expliqué Étienne Gauthier. Mais le porte-parole du Ministère n'a pu dire si les recommandations ont été suivies, si les choix de M. Tomassi étaient ceux des fonctionnaires. C'est une information protégée par la loi, a-t-il souligné.

» EN BREF

BOYCOTT DE CANNON

NEW YORK — Le ministre canadien des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a boycotté, hier, le discours du président iranien durant une conférence de l'ONU sur la non-prolifération nucléaire. Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont également quitté la salle pendant le discours de Mahmoud Ahmadinejad. M. Cannon estime que la tirade du président iranien contre l'Occident n'est rien de plus qu'un coup de publicité, ajoutant que Téhéran doit se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité concernant son programme nucléaire.



Lawrence Cannon

Onze garderies privées ont obtenu un total de 211 places. Au moins 67 de ces places ont été attribuées à six garderies dont les administrateurs ou les actionnaires contribuent à la caisse du PLQ.

10 ans. Rappelons que l'ancienne ministre de la Famille, Carole Thérberge, avait promis en 2005 de limiter la création de chaînes de garderies.

Tony Tomassi a également donné 34 places supplémentaires à la garderie prénatale Monalisa, dans la Petite-Patrie à Montréal. Comme l'a souligné le PQ, l'une des administratrices, Luica Borrega, a versé 2300 \$ au PLQ entre 2005 et 2008.

Des proches

Fait surprenant, dans les Laurentides, quatre places ont dû être «réaffectées» par le ministre Tomassi, et ce sont deux de ses proches qui en ont bénéficié à parts égales.

Joe Magri, un ami de longue date de M. Tomassi, a pu ajouter deux places à son projet de gar-

derie jusqu'à ce que M. Tomassi, député de cette circonscription, entre au conseil des ministres en décembre 2008. À l'Assemblée nationale, le 22 mai 2009, le ministre avait d'ailleurs remercié M. Scaringi et d'autres organisateurs pour le «coup de main extraordinaire» donné lors des dernières élections générales.

Tony Tomassi a donné neuf places supplémentaires à la garderie Au coin des lutins de Côteau-du-Lac, en Montérégie. Celle-ci en avait déjà obtenu 71 en 2008. Ses deux actionnaires et administrateurs, Normand Brasseur et Chantal Therrien, ont donné respectivement 2260 \$ et 2360 \$ au PLQ entre 2004 et 2008.

Au coin des lutins et le Centre éducatif à ciel ouvert sont les deux seules garderies privées de la Montérégie à avoir obtenu des places additionnelles sous le

UN GEL AVEC « VARIATIONS », PLAIDE CHAREST

CHICAGO — Certains employés des cabinets politiques pourront conserver leurs généreuses conditions salariales, a indiqué hier le premier ministre Jean Charest. M. Charest a cependant affirmé que la masse salariale du personnel politique sera soumise à la même discipline que celle de la fonction publique. Cependant, rien n'exclut les «variations» pour certains employés des cabinets, tout comme dans la fonction publique, a déclaré le premier ministre. Dans le dernier budget, le gouvernement a décrété le gel de la masse salariale jusqu'en 2013-2014. Grâce à une dérogation aux règles, certains employés des cabinets reçoivent un revenu bien supérieur aux normes en vigueur. À Chicago en mission pour le secteur biotechnologique, M. Charest a plaidé pour un gel raisonné, appliqué avec discernement.

La Presse Canadienne



Publié sur *L'actualité* (<http://www.lactualite.com>)

Garderies : Des loups et des berceaux

Par Carole Beaulieu
(6 Avril 2010)

Surfacturation illégale, processus d'attribution des places trop peu transparent, odeur de favoritisme... Les services de garde connaissent des ratés. Et le ministre de la Famille, Tony Tomassi, peine à montrer qu'il peut protéger la bergerie.

La semaine dernière, il s'est dit « ouvert à la remise en place d'un palier de décision local ou régional » pour l'attribution des 15 000 nouvelles places promises d'ici 2012. Il était temps ! Il doit dissiper l'impression que des loups profiteurs rôdent trop près des berceaux subventionnés. Le développement rapide du réseau n'explique pas tout.

Le Québec a beaucoup accompli depuis la création des premiers centres de la petite enfance (CPE), en 1997 : 208 984 enfants profitent aujourd'hui de places subventionnées, soit dans les CPE, soit dans les garderies privées ou en milieu familial. Il y a cinq ans, on estimait qu'avec 200 000 places l'État répondrait aux besoins... C'était sans compter l'emballement des familles ! Plus d'enfants que prévu sont nés. Plus de femmes travaillent.

Comme une maison qu'on aménage au gré des naissances - une chambre au sous-sol pour le plus vieux, une au grenier pour le cadet et une autre dans une ancienne penderie pour le petit dernier -, le réseau de garde pousse de façon chaotique, au déplaisir de ceux qui rêvent d'une architecture uniforme.

Mais en cette époque où l'État est en mode de décroissance, il a tout de même réussi à aider un nombre grandissant de parents à concilier travail et famille. Il aurait été surprenant que cela se fasse sans heurts. Comme dans une maison trop petite, ça joue des coudes le matin devant la porte de la salle de bains. Des familles inscrivent leur nom sur plusieurs listes d'attente. Nul ne sait combien de places manquent : il y a cinq fois plus de noms sur les listes que d'enfants au Québec !

Pour y voir clair, l'État a mis en place 13 guichets régionaux. Les parents devraient pouvoir y inscrire leur nom une seule fois, valable pour toute leur région ! Mais encore faut-il que toutes les garderies jouent le jeu. En février 2010, dans tout le Québec, moins d'une garderie sur trois avait accepté de le faire.

Aussi complexe que soit l'intégration des garderies privées au réseau, le Québec a besoin d'elles. Les CPE ne sont pas la solution universelle ! Le privé et la garde en milieu familial sont parfois plus adaptés aux besoins des parents. Ces modèles permettent aussi de contenir les coûts. Une place dans un CPE coûte 44,91 \$ par jour à l'État. Dans une garderie privée subventionnée, 37,09 \$. En milieu familial, 20,60 \$.

Le privé coûte moins cher à l'État pour plusieurs raisons. Les garderies n'ont pas de secrétaire et parfois un seul directeur pour deux ou trois centres de garde. Les éducatrices sont parfois plus jeunes, moins formées et moins bien payées que les syndiquées des CPE. Pour faire des profits, le privé se débrouille. Mais il respecte les normes relatives aux services donnés aux enfants. C'est cela qui devrait compter. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas le baliser pour mettre fin à la surfacturation ou à la revente de permis à gros prix.

Une garderie à 25 \$ par jour ne revient pas nécessairement plus cher aux parents qu'un CPE à 7 \$. Grâce aux crédits d'impôts, la facture finale est sensiblement la même, à moins d'avoir un revenu de plus de 125 000 \$. Cela ne consolera pas les familles des banlieues en plein *baby-boom* et en disette de places. Ni les Montréalais qui paient 45 \$ par jour une place dans une garderie privée du centre-ville, alors que des employés de grandes entreprises jouissent d'un CPE sur leur lieu de travail. Mais ces CPE n'auraient pas vu le jour si les entreprises n'avaient pas contribué à l'aménagement des locaux dans ce quartier où les loyers sont trop élevés, selon les normes de l'État.

Pour que la maison grandisse, il faudra accepter encore un temps qu'elle soit biscornue. Et envisager de changer d'autres règles pour vivre plus à l'aise. Pourquoi ne pas augmenter le coût des places, à 10 \$ par exemple ? Le moduler selon les revenus des parents ?

En attendant, il faut hausser les clôtures pour tenir les loups à distance. Le vérificateur général pourra fournir des munitions s'il fait enquête et soumet des recommandations. Si Tony Tomassi s'avère trop piètre chasseur, Jean Charest devra le remplacer.

Les derniers mois ont bien montré que les services de garde ont pris des allures de symbole au Québec. L'État voulait des Québécois intéressés par la famille ? Ils le sont devenus !

UN RÉSEAU EN CHIFFRES

Places subventionnées

79 170 dans les CPE

38 207 dans les garderies privées

91 697 en milieu familial

Places non subventionnées, mais avec permis

10 893 dans les garderies privées

URL source: <http://www.lactualite.com/societe/carole-beaulieu/garderies-des-loups-et-des-berceaux>

CINÉMA MAISON



LEAP YEAR
(v.f. : *Année bissextile*)

☆☆½
D'Anand Tucker
Avec Amy Adams, Matthew Goode, Adam Scott.

Prenez le fort réussi *Romancing the Stone* et mélangez-le au fort raté *New in Town*, avec une Amy Adams se glissant dans un personnage mi-Katherine Turner mi-Renée Zellweger. Intitulé *Leap Year*, le résultat est une comédie romantique très convenue en intrigue — une fille de la ville se retrouve dans un trou irlandais alors qu'elle tente de rejoindre son fiancé à Dublin — et en anecdotes — des vaches se mettent en travers de la route de la belle, vous savez qu'elle finira par marcher dans on-sait-quoi ; il se met à pleuvoir sur la campagne, vous savez qu'elle va trébucher et glisser dans une coulée de boue.

Bref, ç'aurait pu être un naufrage, ce ne l'est pas complètement grâce quelques moments et répliques sympathiques, et à Amy Adams qui maîtrise bien le comique physique — et aurait pu donner des leçons à son partenaire à l'écran, Matthew Goode, beaucoup moins à l'aise qu'elle dans le genre.

Sonia Sarfati, La Presse



NINE
(v.f. : *Neuf*)

☆☆☆☆
De Rob Marshall.
Avec Daniel Day-Lewis, Marion Cotillard, Penélope Cruz.

Si vous êtes allergique à la comédie musicale, ou si une crise d'urticaire se manifeste dès qu'un personnage se met à pousser une note dans un contexte dramatique, *Nine* n'est pas pour vous. En revanche, le nouveau film de Rob Marshall (*Chicago*) a beaucoup à offrir aux adeptes du genre : une distribution de rêve, magnifiée par une mise en scène faisant honneur à l'âge d'or du cinéma ; des numéros spectaculaires, et une évocation nostalgique d'une époque révolue, celle du grand cinéma italien. Librement inspiré du 8 1/2 de Fellini, le film est construit autour de la crise créatrice qu'éprouve un grand cinéaste italien qui doit commencer le tournage d'un nouveau film. Amoureux de la féminité depuis la tendre enfance, il tente de retrouver l'inspiration en évoquant les femmes de sa vie. On souscrita ou pas à la proposition, mais *Nine* est le *All that Jazz* de notre époque.

Marc-André Lussier, La Presse

AUTRES SORTIES

JE L'AIMAIS

☆☆½
De Zabou Breitman.
Avec Daniel Auteuil, Marie-Josée Croze, Florence Loiret-Caille.

L'IMAGINARIUM DU DOCTEUR PARNASSUS

☆☆
De Terry Gilliam
Avec Heath Ledger, Johnny Depp.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2010-05-03

Sanco	04 10 16 17 24 25 27 28 32 33	Quotidienne	138	Triples	01 10
	45 47 54 58 59 60 61 63 66 68		7449		21 26 36

Astro Jour - Mois - Année - Signe Extra 2678249
17 MARS 35 CAPRICORNE

100 000 \$ VIE

L'ÉDITION SPÉCIALE 100 000 \$ PAR ANNÉE À VIE, C'EST LA CHANCE DE FAIRE CE QU'ON AIME!
TIRAGES LE 20 JUIN 2010.

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.



MARTIN ROY, LeDroit

L'ÉDUCATION MUSICALE CÉLÉBRÉE À OTTAWA

Plus de 800 élèves de 14 écoles et trois chorales de la région d'Ottawa ont célébré l'éducation musicale, hier, dans le cadre de la sixième édition du *Lundi en Musique*. Réunis à l'hôtel de ville d'Ottawa, ils ont d'abord offert des prestations bilingues de l'*Hymne à la joie* et de *Chanson pour le Canada*. Puis, sur le coup de 13 h, ils ont joint leur voix à celles de centaines d'autres jeunes des quatre coins du pays pour entonner la chanson thème de l'événement, *Chantons*. Le *Lundi en Musique* est organisé par la Coalition pour l'éducation en musique au Canada, qui veut célébrer l'importance d'enseigner la musique dans les écoles du pays.

Studio 157

Joyeuse Fête des Mères

Forfait Fête des Mères

Facial «Coup d'éclat»
Mise en forme au séchoir
Maquillage
Sac cadeau
En vente jusqu'au 10 mai 2010

115\$ + taxes (2 h 15)

Avec tout achat de chèque-cadeau courez la chance de gagner une extension de cils incluant 2 retouches (valeur 395 \$)

Achetez en ligne www.studio157.com

NOUVEAU EN OUTAOUAIS

Épilation au laser «Light Sheer Duet»
80% moins douloureux

Rejoignez-nous sur **facebook**

348, rue Main, Gatineau
819-663-8387
www.studio157.com

80154589

LEDROIT, LE MARDI 4 MAI 2010

L'actualité.com

Publié sur *L'actualité* (<http://www.lactualite.com>)

Un Québec fou de la philo !

Par Isabelle Grégoire
(7 Avril 2010)

Aux antipodes du prêt-à-penser, la philosophie offre des outils pour donner un sens à nos vies. Et elle est de plus en plus populaire. Des PDG d'entreprise, des clubs de loisirs et même des écoles primaires la mettent à leur programme.

« Je suis un allumeur de réverbères », dit l'électricien d'éclairage public François Brooks, col bleu de la Ville de Montréal qui répare des lampadaires. Il est aussi un allumeur de consciences. Ce grand gaillard s'est donné une mission : éveiller le commun des mortels à la philo. Avec succès ! Son site Internet, qui présente de façon concise la pensée de 125 philosophes, a franchi le cap des 2,5 millions de visites !

L'engouement pour la philo est palpable partout. *Best-sellers* en librairie, cafés philo, magazines grand public, concours séduisant des centaines de cégépiens... Sans oublier la toute nouvelle manifestation Philopolis, organisée par des étudiants en philo des quatre universités montréalaises et qui comprend des conférences, tables rondes et pièces de théâtre. Dire que cette matière était menacée de disparition au collégial ! Non seulement elle est bien vivante, mais elle a inspiré le cours « Éthique et culture religieuse », désormais obligatoire au primaire et au secondaire.

« Quand on sort du carcan rasoir de la philosophie universitaire, on découvre une discipline passionnante », dit François Brooks, qui s'est initié à la philo en lisant *Métaphysique de l'amour, métaphysique de la mort*, d'Arthur Schopenhauer... recommandé par son opticien ! « La philosophie est un sésame qui ouvre toutes les portes de la pensée. »

Vieille de 2 500 ans, la philosophie est plus que jamais nécessaire, croit Thomas De Koninck, titulaire de la chaire La philosophie dans le monde actuel (Université Laval, à Québec). « Les problèmes de société sont de plus en plus complexes, alors que les connaissances sont toujours plus spécialisées. Et de moins en moins de personnes sont préparées à appréhender les problèmes dans leur globalité. »

C'est aussi l'avis de Paul Desmarais fils, président et codirecteur de Power Corporation, qui a investi un million dans cette chaire, créée en 2004. « Une réflexion sur l'éthique personnelle et collective, sur la dignité des personnes et sur la probité est un défi pressant », dit-il.

Pendant longtemps, la religion a répondu aux grandes questions des Québécois. Aujourd'hui, la majorité d'entre eux ne pratiquent plus et cherchent des réponses ailleurs. Si la philo n'apporte pas de recettes faciles, elle aide à poser les bonnes questions. Et à prendre du recul. C'est d'autant plus utile lorsqu'il s'agit de réfléchir aux sujets chauds de notre époque - de l'euthanasie au clonage en passant par l'état de la planète ou les défis de l'immigration. N'a-t-on pas fait appel à un philosophe (Charles Taylor) pour coprésider la commission de consultation sur les accommodements raisonnables ?

<!-- pagebreak -->

L'enseignement ne se limite d'ailleurs plus aux facultés de philosophie. Des cours d'éthique (une des composantes de la philo) sont donnés, entre autres,



aux futurs ingénieurs et médecins. Et de plus en plus d'étudiants en philo se spécialisent dans d'autres domaines : droit, affaires, politique, littérature. Un parcours apprécié, semble-t-il, des employeurs. Quant aux programmes d'éthique appliquée, ils peuvent mener à des postes de conseiller en éthique.

Robert Dutton, grand patron de Rona, préside le comité d'orientation de la Chaire de management éthique (HEC Montréal) depuis sa création, en 2003. En 2007, la chaîne en est devenue partenaire en lui faisant un don de 500 000 dollars. Depuis, de nombreux cadres du siège social de Rona, à Boucherville, ont participé à une journée de sensibilisation à l'éthique, animée par la Chaire. « À la fin, beaucoup sont venus me remercier, dit Robert Dutton. Je n'avais jamais vu un tel enthousiasme pour une formation ! » Des « cercles de dialogue » sont en outre créés, de façon informelle, pour désamorcer les conflits en permettant aux uns et aux autres de discuter et de se comprendre, sans porter de jugement.

Certains sont prêts à se lever tôt pour philosopher. Depuis plus de 10 ans, la Compagnie des philosophes les accueille, en matinée, à ses Dimanches philo, à la Maison Gisèle Auprix-St-Germain, un centre communautaire du Vieux-Longueuil. Ils sont une centaine à s'y retrouver pour entendre un philosophe et discuter. « La philosophie appartient à l'humanité, non à l'université, dit le cofondateur Jacques Perron, ex-professeur de philo. Le concept est de mettre nos participants en contact avec des penseurs. »

À Québec, Monique Lortie, assistante d'enseignement et doctorante à l'Université Laval, anime des ateliers hebdomadaires consacrés à la philo. Vendeur, technicienne de laboratoire, directrice d'institution financière, infirmière, graphiste... des gens de tous les milieux se questionnent sur le bonheur, l'amour ou le désir de reconnaissance à partir de textes de philosophes de différentes époques - de Platon à Heidegger en passant par Aristote, saint Augustin et Kant. Ces rencontres ont changé la vie de Carole Richard, 48 ans, enseignante de Québec. « Je sortais d'une dépression et la philo m'a donné la capacité de faire face à la vie en me faisant cheminer dans ma compréhension de la nature humaine. »

Monique Lortie a été l'une des premières à offrir des consultations philosophiques en privé au Québec. Cette pratique, apparue depuis quelques années en France et aux États-Unis, se distingue radicalement de la psychologie. « Mon rôle est d'amener mon client à accepter de sortir de soi en abandonnant l'habitude passive de la plainte. Ce qu'on cherche à retrouver, c'est le sens de la vie humaine qui est la nôtre. »

<!-- pagebreak -->

L'électricien d'éclairage public François Brooks reçoit lui aussi des gens en consultation. « J'accompagne le client dans sa recherche des philosophes qui s'apparentent à sa manière de concevoir le monde, dit-il. Il ne s'agit pas de soigner un malade, mais d'accroître sa connaissance de soi. » Comment ? Au moyen de la « maïeutique », méthode par laquelle Socrate, en posant des questions, accouchait les esprits des pensées qu'ils contiennent sans le savoir. Une autre façon d'allumer des réverbères.

POUR EN SAVOIR PLUS

Institut québécois d'éthique appliquée

Philosophie Magazine

Philosophie pour enfants

ET ENCORE



Philosophes en herbe

Jacob Ouellette (à gauche sur la photo), 12 ans, aime le soccer, la planche à roulettes... et la philo. Comme tous les enfants de l'école primaire Monseigneur-Forget, à Saint-Hubert, il étudie cette discipline une heure par semaine. « Ça

nous apprend à dire notre opinion et à écouter celle des autres, dit ce garçon blond au regard ardent. On réfléchit sur plein d'affaires ; on apprend, par exemple, que c'est mieux de se parler que de se batailler ! »

La philosophie pour enfants fait partie du plan de réussite de l'école Monseigneur-Forget. Pour cet établissement situé dans un milieu défavorisé, le but est de prévenir la violence par la réflexion, la remise en question, la confrontation des opinions... Bref, par la philo ! Élaboré par La Traversée, organisme communautaire de Saint-Lambert qui s'occupe de femmes et d'enfants victimes d'agressions sexuelles, le programme est en place dans une douzaine d'autres écoles de la commission scolaire Marie-Victorin.

Créée par le philosophe américain Matthew Lipman voilà une trentaine d'années, la philosophie pour enfants a été adaptée au Québec par Michel Sasseville, de l'Université Laval, qui a élaboré des programmes de formation pour les enseignants. Il ne s'agit pas d'étudier les théories des grands auteurs, mais d'utiliser des romans philosophiques conçus pour les différents groupes d'âge du primaire. Les enfants font des liens entre leurs idées et celles des autres et apprennent à s'autocorriger... Ce que bien des adultes ne savent pas faire !

Christian Boissinot, philomane

Avec ses cheveux en bataille et son jean, Christian Boissinot pourrait passer pour un étudiant. Sauf que ce jeune homme de 44 ans est docteur en philo et qu'il enseigne depuis 14 ans au collège François-Xavier-Garneau, à Québec.

« L'apprentissage d'une pensée libre, critique, n'est pas un luxe, dit ce père de deux enfants. » Pour lui, pas question d'enfermer la philo entre les murs du cégep. En 2006, il a cofondé le magazine grand public *Médiane*. Puis, en 2009, avec son ami philosophe Normand Baillargeon, il a lancé aux Presses de l'Université Laval une collection de philo centrée sur la culture populaire : deux livres sont parus à ce jour - sur le hockey et sur l'humour - et sont en cours de traduction en anglais.

D'autres idées bouillonnent dans le crâne de Christian Boissinot, notamment une série télé et un site Web qui serait la « mémoire philosophique du Québec ».

René Villemure : philo-business

« J'ai la tête dans les nuages, mais les pieds sur terre. » C'est ainsi que René Villemure aime à se décrire. Président de l'Institut québécois d'éthique appliquée, « bureau de réflexion et de conseils » qu'il a fondé en 1998, il pratique la philo sur le terrain. Parmi ses clients : le Service de police de la Ville de Montréal, la Fédération des caisses Desjardins, les ministères québécois du Revenu et de la Justice, etc.

Ses services ? Des « diagnostics éthiques », destinés à mesurer l'écart entre les valeurs affichées et celles véhiculées. « Par exemple, le respect est souvent annoncé comme une valeur primordiale, alors que, dans la pratique, l'organisation est gérée de façon militaire. » Il recommande également l'élaboration d'une « déclaration de valeurs » ou d'un « énoncé de mission », destiné à améliorer la cohérence interne. « Beaucoup d'organisations croient que leur mission se résume à ce qu'elles font au quotidien. Nous les amenons à réfléchir sur le pourquoi de leur existence, sur leur raison d'être. » Bon vulgarisateur, René Villemure est régulièrement sollicité par les médias. Il n'en est pas moins contesté dans le milieu universitaire, qui le considère plus comme un « gars d'affaires » que comme un véritable éthicien. Des critiques qui ne l'émeuvent guère. « Les philosophes doivent contribuer à la vie de la cité comme au temps des Grecs anciens, dit-il. Et non pas s'enfermer à l'université pour faire de la philo au seul bénéfice d'eux-mêmes. »

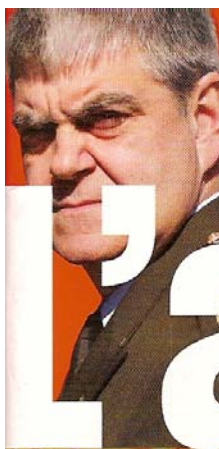
URL source: <http://www.lactualite.com/culture/un-quebec-fou-de-la-philo>

4 mai 2010 | Le Droit | LeDroit

SHERWIN VEUT UN TUNNEL AU LIEU D'UN PONT

Un candidat au poste de conseiller dans le quartier Orléans propose la construction d'un tunnel au centre-ville d'Ottawa, sous la rue KingEdward, au lieu de la construction d'un nouveau pont interprovincial. Fred Sherwin souhaite que cette option, moins dispendieuse selon lui, soit ajoutée à la prochaine étape du processus de consultations visant la construction d'un pont. « Si les partenaires fédéral et provincial qui appuient l'étude des liaisons interprovinciales désirent vraiment trouver une vraie solution, ils doivent étudier sérieusement une solution centre-ville pour ce qui est essentiellement un problème du centre-ville », a-t-il déclaré dans un communiqué. Selon le candidat, qui cite une étude commandée au début du siècle, un tunnel coûterait entre 98 millions\$ et 287 millions\$ alors que les projets de ponts actuellement à l'étude coûteraient entre 414 et 546 millions\$.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



CONSTRUCTION
Cet homme peut-il
stopper la corruption ?

ÉDUCATION
L'ÉCOLE DES
MIRACLES

OTTAWA S'ACHARNE
GARE À CEUX QUI
CRITIQUENT ISRAËL

L'actualité



ÉCONOMIE

PIERRE FORTIN

Les révolutionnaires de Saint-Césaire

L'ÉCOLE SECONDAIRE PAUL-GERMAIN-OSTIGUY rallie des dizaines d'entreprises locales dans son combat pour la persévérance scolaire.

Au Québec, la tradition a toujours voulu que deux conditions soient remplies pour que les choses changent. Premièrement, la décision doit venir d'en haut, l'Église catholique ayant longtemps incarné l'autorité, avant de céder la place à l'État. Deuxièmement, tout doit changer en même temps, de la même manière et partout, de Dégelis à Ville-Marie, de Pontiac à Kuujuaq. Pas d'exception.

La lutte engagée contre le décrochage scolaire dans les régions du Québec depuis 15 ans est en train de briser ce carcan. D'une part, les initiatives sont venues de la base, et non d'en haut, et elles ont fusé de partout. Le ministère de l'Éducation n'a pas précédé le mouvement ; il l'a suivi. D'autre part, comme les causes du décrochage varient beaucoup selon les élèves et les milieux, les solutions apportées ne sont pas nécessairement les mêmes d'une classe, d'une école ou d'une région à l'autre. Cerise sur le gâteau : les entreprises locales sont de plus en plus nombreuses à s'engager dans le combat.

En matière de persévérance scolaire, une question fondamentale se pose : que faire des adolescents qui éprouvent des difficultés personnelles, familiales ou scolaires, qui sont démotivés et qui vont à l'école seulement parce que leurs parents les y obligent ? Il n'y a pas qu'une réponse possible. L'école secondaire Paul-Germain-Ostiguy (PGO), à Saint-Césaire, qui accueille 750 élèves de cinq municipalités de la Montérégie, a trouvé la sienne.

Cette école offre un programme d'alternance études-travail à une centaine d'élèves des 3^e, 4^e et 5^e années du secondaire. Ce sont tous des décrocheurs potentiels. Les participants vont en classe trois jours par semaine et doivent terminer leur scolarité en français, en anglais et en mathématiques, en plus de suivre des cours d'initiation au monde

Les entreprises de la région s'impliquent avec enthousiasme dans le programme. Les stages ne manquent pas et l'offre vient de secteurs aussi divers que l'agriculture, la fabrication, le commerce, l'hébergement, la restauration et les services. Les employeurs s'engagent par contrat à valoriser l'éducation, à soutenir

les jeunes jusqu'à l'obtention de leur diplôme, à favoriser leur assiduité à l'école et au travail et à leur offrir un horaire flexible en période d'examens.

En fait, c'est tout le milieu régional qui participe aux efforts de PGO : le personnel de l'école, les familles, les entreprises, les organismes communautaires, les municipalités, la commission scolaire des Hautes-Rivières, la direction montérégienne du ministère de l'Éducation. Ce n'est pas une abstraction : un colloque sur la persévérance scolaire organisé par l'école en février dernier a attiré plus de 120 personnes venant des cinq petites municipalités du territoire, dont les représentants de 56 entreprises.

Est-ce que ça marche ? À plein. En juin 2009, le taux de réussite des élèves finissant ce programme en 5^e secondaire a été de 82,5 %. (Rappelez-vous : il s'agissait de décrocheurs potentiels.) Tous ceux qui ont fait une demande d'admission dans le secteur professionnel de la commission scolaire ont été acceptés. Une telle performance n'est ni plus ni moins que spectaculaire, sur le plan économique comme sur le plan humain.

L'an dernier, afin de souligner cette réussite, le Regroupement des commissions scolaires de la Montérégie a décerné son prix Partenariat pour la persévérance scolaire à l'enseignante responsable du programme d'alternance études-travail à PGO, Marie-Pierre Gibson, et au directeur de l'école, Paul-André Boudreau. (Vous pouvez lire en encadré leur message à la collectivité.)

Immobilier, le Québec ? Vous m'en conterez tant. ©

L'alternance études-travail a ranimé l'intérêt des élèves de l'école P.-G.-Ostiguy.



MARTIN LAFRANÇOIS POUR L'ACTUALITÉ

ET ENCORE...

« Nos enfants sont l'avenir du Québec. La communauté dans son ensemble doit s'unir pour leur envoyer le message clair que l'éducation est importante et qu'elle les soutient dans leur cheminement. Il faut les aimer. Il faut les occuper. Mais il faut surtout bien s'en occuper. »

Paul-André Boudreau et Marie-Pierre Gibson, école secondaire Paul-Germain-Ostiguy, Saint-Césaire

PIERRE FORTIN est professeur émérite à l'UQAM et chercheur au Centre interuniversitaire sur le risque, les politiques économiques et l'emploi (CIRPEE).

4 mai 2010 | Le Droit | MATHIEUMATHIEUBÉLANGER BÉLANGER
mabelanger@mabelanger@ledroit.ledroit.com com

Les employeurs de l'Outaouais appelés à coopérer

Limiter les étudiants au secondaire à 15 heures de travail par semaine

Le milieu de l'éducation de l'Outaouais demande aux employeurs de la région de ne pas offrir plus de 15 heures de travail aux jeunes qui n'ont pas encore terminé leurs études secondaires.

« On sait comment un mauvais dosage étude-travail peut fragiliser la réussite scolaire, lance Marcel Bellemare, président du comité sur l'amélioration de la persévérance scolaire en Outaouais. Nous faisons donc un rappel très fort aux jeunes pour leur dire que le premier engagement comme citoyen c'est de persévérer jusqu'à l'obtention d'une qualification qui deviendra par la suite la première clé de leur autonomie économique. »

C'est dans ce contexte que la Commission scolaire des Draveurs (CSD) a lancé, hier, son projet de conciliation travail-étude 6-9-15. Six pour pas plus de six heures de travail entre le lundi et le jeudi, neuf pour ne pas terminer plus tard qu'à 21 h en soirée et 15 pour la limite du nombre d'heures de travail par semaine.

M. Bellemare reconnaît qu'il est attrayant pour un jeune de faire de l'argent et que les emplois disponibles sont nombreux en Outaouais. « Ce qu'il faut c'est installer une conscience sociale du même type que ce qui a été fait pour l'alcool au volant et le tabagisme, dit-il. Il faut arriver à avoir cette petite voix intérieure qui rappelle aux jeunes que les études sont importantes et qu'ils ne doivent pas faire des choix pouvant les hypothéquer. » Quatre employeurs importants de la région se sont engagés, hier, à respecter le cadre du projet, dont le propriétaire des magasins Rona l'entrepôt de Gatineau, Martin Lacasse. « La persévérance scolaire est une valeur importante pour une communauté en santé, a-t-il lancé. Je me fais un malin plaisir de forcer les ressources humaines de mes trois succursales de donner des bourses d'études à nos jeunes travailleurs. C'est une valeur d'entreprise chez nous. Pour moi, c'est inconcevable de voir des étudiants qui font des quarts de nuit avant d'aller à l'école le lendemain. C'est à nous les gens d'affaires à mettre notre pied à terre et à ne pas tolérer de telles choses. »

Le président de la Chambre de commerce de Gatineau, Philippe Marion, reconnaît qu'un tel projet viendra mettre un peu plus de pression sur les employeurs qui sont déjà en pénurie de personnel. « Ça va mettre une charge supplémentaire sur le dos des employeurs pour le recrutement, mais comme pour tous les changements sociaux qui doivent être faits, il y a un coût », a-t-il noté.

Ce dernier ajoute qu'il ne sera toutefois pas difficile de vendre ce projet aux employeurs de la région. « Ils sont, en grande majorité, déjà tous sensibilisés à ce message parce qu'ils en comprennent l'importance », a-t-il dit.

Et Gatineau ?

La Commission jeunesse de Gatineau a récemment recommandé à la Ville de Gatineau d'embarquer dans ce projet et de respecter le cadre dicté par le projet 6-9-15. Le président de la Commission jeunesse et conseiller du quartier Buckingham, Maxime Pedneaud-Jobin affirme qu'à tout le moins, la municipalité doit se pencher sur la question. Actuellement, Gatineau compte 102 employés âgés de moins de 18 ans, surtout concentrés dans le secteur aquatique et dans les services de loisirs. Il y a plusieurs opportunités pour des emplois demandant moins de 35 heures de travail par semaine pendant l'année scolaire. « Je ne sais pas à quel point c'est faisable pour la Ville, mais je pense qu'il faut y arriver, même si ça doit impliquer quelques changements dans les conventions collectives, a-t-il affirmé. Il faut être prêt à en discuter. Il faut au moins tendre vers cet objectif du 6-9-15. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | *4 May 2010* | *Ottawa Citizen*

Water safety, technology subject of new course

Premier Dalton McGuinty announced a new high school program in environmental technologies and water safety on Monday. McGuinty made the announcement after touring the Walkerton Clean Water Centre, which trains drinking water system operators. The facility opened in 2004, based on a recommendation from the Walkerton Inquiry, which studied the causes of a deadly outbreak of E. coli in the municipal water supply that killed seven people in 2000. "This new high skills program will help Walkerton students learn about environmental technologies and potentially go on to jobs in that field," said McGuinty.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 4 May 2010 | Ottawa Citizen | BY ZEV SINGER

From 'unschool' to head of the class

Emily Witts wins academic award for perseverance

When Emily Witts was homeschooled, the curriculum was pretty simple: her parents got her a library card. Read what you want, they said.



ASHLEY FRASER, THE OTTAWA CITIZEN

Emily Witts has been nominated for the Child & Youth Friendly Ottawa's Spirit of the Capital Youth Awards for the Academic Perseverance award.

From Grade 3 and onward, Witts went to the library frequently and took home "as many books as I could get my eager little hands on."

For the next decade, there were no tests or exams, no science projects, no report cards.

So it was a bit of a culture shock for her last year, when Witts, now 19, finally went to school, Ottawa's Adult High School, to try to graduate and give herself the option of going on to university or college.

At first, math class was a challenge.

"I only had my shabby Grade 1-3 background on the subject," according to Witts. "But after keeping a positive attitude, and working really, really hard — with the aid of some wonderful teachers — I have learned more math than I ever thought I could."

So far, Witts has scored one B+, one A, and in each of the other seven courses an A+. Soon, she will graduate. The academic achievement, and the determination that went into her transition from the Pippi Longstockingsque curriculum to the more usual scholastic world, has landed Witts a Spirit of the Capital Youth Award in the category of academic perseverance.

The winners and runners up were announced yesterday by Child and Youth Friendly Ottawa.

The social transition to high school after so many years on her own was a bit of a challenge, too,

she said, but the school suited her well.

"I've met people my age and my grandmother's age."

Witts said she, along with her parents and her seven siblings, moved around the province many times in her youth. She thinks the count is probably 21 moves, including stays in Niagara Falls, Kirkland Lake and Earleton, north of North Bay.

Her parents and siblings have moved on again, to Calgary, but Witts stayed in Ottawa with her grandmother to go to high school.

In her wandering childhood, her father worked as an insurance salesman and her mother was at home with the children. They gave Emily the choice of whether to go to school, and Emily chose freedom.

The wide-open educational model is sometimes referred to as "unschooling" and Witts defends it, saying a lot of people can't see how it would work. She says it has huge advantages, like not burning kids out and souring them on learning.

With her library card, she said she read all about other countries and maintains that she read in depths that most students don't get a chance to.

And she also wrote book reports, for herself, because she liked to. Her parents sometimes read them.

"There were a lot, so I'm not sure they were caught up with all of them," she said.

Witts isn't sure exactly which post-secondary option she'll pursue next years. She says writing and working with children are of interest to her.

For further information on the Spirit of the Capital Youth Awards see the Child and Youth Friendly Ottawa website at cayfo.ca.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.